
> **septembre 2022**, page 8, en kiosques

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE PEUT TOURNER AU CAUCHEMAR

Convoitise européenne sur le lithium serbe

Devant l'ampleur des manifestations organisées au printemps dernier, le président serbe a dû renoncer à l'exploitation d'un important gisement de lithium. Mais M. Aleksandar Vučić pourrait relancer le projet du géant minier Rio Tinto, sous la pression de l'Union européenne, qui entend développer massivement les voitures électriques... en délocalisant les sources de pollution.

PAR SAŠA DRAGOJLO & IVICA MLADENVIĆ

PRÈS de la ville de Loznica, en Serbie occidentale, les maisons vides aux toits pentus et les animaux errant sur les routes désertes rappellent des scènes de western. La plupart des habitants du village de Gornje Nedeljice ont déjà vendu leurs propriétés à la multinationale anglo-australienne Rio Tinto. En 2004, les explorateurs de ce géant minier ont découvert à proximité des rives de la rivière Jadar un nouveau minéral, baptisé la « jadarite ». Sa composition exceptionnellement abondante en lithium et en bore laisse penser qu'il pourrait répondre au besoin de plus en plus pressant de ces éléments pour la fabrication des batteries alimentant les moteurs électriques.

Le 8 juin dernier, le Parlement européen a voté l'interdiction à la vente des voitures thermiques neuves à partir de 2035. Et le vice-président de la Commission européenne chargé de la prospective, le Slovaque Maroš Šefčovič, a fixé comme objectif à l'Union européenne de devenir la deuxième région productrice de batteries au lithium dans le monde, après la Chine, d'ici 2025. Or, aujourd'hui, l'Europe importe la quasi-totalité du lithium dont elle a besoin et elle doit diversifier ses approvisionnements. On comprend donc pourquoi, à Bruxelles, la direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises soutient l'investissement de Rio Tinto en Serbie.

Cette multinationale — dont le capital est principalement détenu au Royaume-Uni (42 %), en Australie (16 %) et aux États-Unis (18 %) — est l'une des plus actives dans les Balkans depuis l'enregistrement de sa première filiale à Belgrade en 2001. En 2017, elle a signé avec le gouvernement un protocole d'accord pour la mise en œuvre du projet Jadar. Le groupe de travail qui a préparé celui-ci comprenait des représentants de la multinationale, du gouvernement, mais aussi M. Mike Shirat, le deuxième secrétaire à l'ambassade d'Australie, et l'Américano-Kenyan

Stephen Ndegwa, alors directeur de la Banque mondiale en Serbie. Plusieurs documents divulgués en 2021 montrent que le gouvernement serbe a subi d'intenses pressions de la part des ambassades occidentales pour que cet accord se concrétise et que les études d'impact environnemental ne soient qu'une simple formalité.

Pressions américaines et allemandes

En mai 2018, le Britannique Alan Duncan, alors ministre d'État pour l'Europe et les Amériques, a rencontré plusieurs responsables de Rio Tinto au sujet du projet Jadar (1). « *La discussion s'est déroulée dans une bonne ambiance et le représentant de Rio Tinto a interrogé le ministre britannique sur les chances de la Serbie de devenir membre de l'Union, ce que Rio Tinto considère comme important pour le projet* », peut-on lire dans le compte rendu de cette réunion, publié par un réseau de journalistes d'investigation des Balkans (Balkan Investigative Reporting Network, BIRN) (2). Selon plusieurs responsables de l'opposition, le représentant spécial des États-Unis pour les Balkans occidentaux (jusqu'en 2021), M. Matthew Palmer, aurait fait pression sur eux en leur demandant de ne pas « *attaquer le gouvernement [serbe]* » sur la question de Rio Tinto (3). Enfin, pendant la tournée de ses adieux, lors d'une conférence de presse conjointe avec le président de la Serbie, M. Aleksandar Vučić, Mme Angela Merkel a également signalé que l'Allemagne s'intéressait au lithium serbe : « *Si le monde entier est intéressé, nous le sommes aussi. Nous avons beaucoup investi dans l'industrie automobile, y compris en Serbie, et nous savons tous à quel point le lithium est important pour la mobilité future et les cellules de batterie* (4). » Un document émanant de la mission de la République de Serbie à l'Union européenne montre que Rio Tinto a établi des contacts avec trois grandes entreprises automobiles allemandes : Daimler, Volkswagen et BMW (5).

La Serbie pourrait devenir la plus grande source de lithium en Europe dans les quinze prochaines années, déclarait, en mai 2021, Mme Marnie Finlayson, la directrice de Rio Tinto, en signant un protocole d'accord avec le fabricant de batteries InoBat. Mais pourquoi mettre en avant la Serbie alors que des gisements importants ont été découverts dans des pays membres de l'Union : Allemagne, République tchèque, et, dans une moindre mesure, Espagne, Portugal, Autriche, France ou Finlande ? Selon le dernier rapport de l'institut d'études géologique des États-Unis, les ressources serbes de lithium représentent seulement 1,3 % de celles de la planète, contre 23,5 % pour celles de la Bolivie, 21 % pour celles de l'Argentine ou 3 % pour celles de l'Allemagne (6). Dans les gisements du fossé rhénan, entre Bâle et Francfort, l'extraction du minerai à partir de sources thermales produirait beaucoup moins de gaz carbonique que l'exploitation et le traitement du lithium en Serbie. Mais les écologistes qui participent au gouvernement à Berlin s'y opposent.

En repoussant les dommages à la périphérie européenne, l'externalisation des productions sales permet à la fois une maximisation des profits pour les multinationales et la minimisation des risques pour les États centraux. « *La saga des mines de lithium va bien au-delà du calendrier environnemental*, souligne l'économiste serbe Nebojša Katić, consultant indépendant à Londres. *Les effets environnementaux ne font ici que montrer plus clairement l'absurdité du modèle de*

développement postsocialiste serbe. C'est une illustration ou un symbole de plus du statut colonial de la Serbie. »

Plus de quatre mille personnes vivent aux abords de la rivière Jadar, où on prévoit d'extraire la jadarite. Cette partie de la Serbie est riche en flore et en faune, avec cent quarante espèces végétales et animales protégées par les lois serbes ou européennes, ainsi que cinquante sites officiellement classés au patrimoine culturel et historique. Rio Tinto nie tout impact négatif. Pourtant, une étude commandée par la société à la faculté de biologie de Belgrade et non rendue publique indiquerait que *« plus de 45 hectares de forêts primaires seraient menacés, ainsi que 37 hectares de forêts naturelles, 3 hectares de prairies et 703 hectares de terres agricoles »*, selon le professeur d'université et membre de l'Académie des sciences serbe Vladimir Stevanović. *« Nous sommes des cobayes, affirme Mme Marijana Trbović Petković, enseignante au lycée de Loznica et membre du mouvement local Ne Damo Jadar (« Nous ne donnons pas Jadar »). Nous ne croyons pas les inspecteurs d'État, car la plupart d'entre eux ne sont même pas allés sur le terrain. Des terres agricoles ont déjà été ravagées par de précédents forages, qui ne sont que préliminaires. On peut voir des matières toxiques dans la rivière. Nous sommes dans un écosystème fermé ici ; un empoisonnement de la terre et de l'eau dégradera toute la chaîne alimentaire. »*

La production de lithium à partir de minerai, ainsi que la séparation avec le bore, provoque plus d'impacts environnementaux toxiques qu'à partir de saumures, la pratique en vigueur dans les lacs salés des Andes ou le bassin rhénan. Les filières minières demandent beaucoup d'eau et d'énergie (provoquant des émissions de gaz à effet de serre), et peuvent entraîner de graves pollutions. Car, lors des travaux miniers d'excavation et de pompage, l'équilibre chimique des affleurements et des gisements profonds est perturbé par des conditions oxydantes soudaines qui provoquent un drainage minier acide, lequel représente une menace majeure : il libère dans le système hydrographique des tonnes de composés métalliques nocifs (cuivre, plomb, nickel, zinc ou arsenic).

Si l'on tient compte de la valeur et du potentiel des terres agricoles, du cheptel et des cultures qui y sont pratiquées, les bénéfices de l'exploitation du lithium et du bore sont, selon plusieurs experts, très inférieurs aux dommages attendus. Des projections non officielles suggèrent ainsi que la société Rio Tinto réaliserait environ 4 milliards d'euros de bénéfices au cours des dix premières années d'exploitation, tandis que les licences minières devraient rapporter 300 millions à l'État serbe. Or les opposants au projet insistent sur le fait que les recettes de la production agricole dans la région pourraient atteindre 80 millions d'euros par an avec des investissements minimaux de l'État, qui sont actuellement inexistantes. Même en écartant les conséquences environnementales potentiellement dévastatrices du projet, la question de l'intérêt économique pour la population reste posée.

Comme la plupart des États d'Europe centrale et orientale depuis la chute du mur de Berlin, la Serbie a perdu la maîtrise de son développement en devenant tributaire des investissements occidentaux. Dans un tel contexte, tous les fonds extérieurs sont a priori les bienvenus, quels que soient leurs effets à long terme. D'ailleurs, la mobilisation contre Rio Tinto n'a pris corps qu'avec les soupçons de corruption. C'est moins l'origine des fonds que leur destination qui a

écœuré la population, lorsque des journalistes d'investigation ont découvert que la multinationale a pris pour sous-traitant une entreprise appartenant à l'oncle du ministre des mines de Serbie. *« Si on veut être un peu cynique, on dirait que des projets qui peuvent être néfastes pour le pays peuvent en fait être très bénéfiques pour les décideurs locaux et leurs familles, souligne Nebojša Katić. Cela concerne non seulement le pouvoir politique, mais aussi tous les experts qui participent au processus de décision et qui devraient protéger l'intérêt public, mais ne protègent que leur intérêt propre. »*

Lorsque des paysans ont refusé de vendre leur propriété à Rio Tinto, le Parti progressiste serbe (SNS) — au pouvoir — a cru pouvoir passer en force en déclarant le projet Jadar d'intérêt national et en proposant une loi visant à accélérer la procédure d'expropriation — avec une durée réduite à cinq jours si l'intérêt national est en jeu. Cette décision a entraîné une mobilisation écologiste et sociale sans précédent dans la Serbie postsocialiste (blocage de ponts et de routes), faisant trembler le pouvoir pour la première fois en dix ans. À tel point que le président Vučić a dû promettre publiquement le retrait de la loi sur les expropriations, le vote d'une loi sur les études d'impact ainsi que la cessation de la coopération avec Rio Tinto. *« Les manifestations ont montré comment ce pouvoir fonctionne : seule une pression énorme, et celle sur les flux de capitaux, par le biais de barrages routiers, ainsi que le soutien d'un public plus large que celui intéressé par les questions environnementales peuvent provoquer une réaction »,* souligne l'une des figures de proue des écologistes, Mme Iva Marković.

Ce mouvement a également prouvé que la Serbie pouvait sortir du cercle vicieux des divisions d'après-guerre entre nationalistes et libéraux, qui a permis que passent au second plan l'appauvrissement des classes populaires, la destruction de l'industrie et des ressources naturelles, sans oublier l'exode des cadres bien formés qui migrent vers les pays occidentaux. Contrairement à la question du Kosovo, la question écologique est une question émancipatrice, qui réoriente le débat public vers les priorités sociales. Lorsque l'on parle d'eau propre, de terres fertiles, de partage équitable des ressources nationales qui appartiennent à tous, les questions de classe réapparaissent. Lors des élections législatives d'avril 2022, les mobilisations ont entraîné un recul du SNS, qui conserve cependant une majorité parlementaire relative, mais aussi l'émergence d'une union de la gauche et des écologistes dans une coalition, *« Nous devons »*. Pour la première fois depuis 1990, elle aura des représentants au Parlement national et au Parlement local de Belgrade, où elle a recueilli 11 % des voix.

Toutefois, le projet Jadar est loin d'être arrêté, si l'on en croit plusieurs responsables d'entreprises intéressées liées à Rio Tinto. *« Les deux parties vont se retrouver et essayer de parvenir à un accord mutuellement bénéfique »,* affirme un interlocuteur qui travaille dans une entreprise collaborant avec le ministère des mines. Les déclarations des représentants de la multinationale vont dans le même sens. *« Nous espérons vraiment que nous pourrions discuter de toutes les options avec le gouvernement serbe maintenant que les élections sont terminées »,* indiquait le président du conseil d'administration de Rio Tinto, M. Simon Thompson, lors de l'assemblée annuelle de la société en Australie (7). *« Nous n'avons certainement pas renoncé à Jadar, car, très franchement, c'est un projet parfait »,* ajoutait le directeur général Jakob Stausholm. *« Ils se dissimulent, je ne crois pas qu'ils partiront »,* confie Mme Trbović Petković,

présente sur le terrain. Les organisations locales, qui n'accordent aucun crédit aux promesses télévisées des responsables politiques, continuent à monter la garde (8).

« *La guerre en Ukraine a déplacé l'attention*, affirme M. Aleksandar Jovanović Ćuta, tête de liste de l'union de la gauche et des écologistes. *Mais les citoyens auront désormais des représentants au Parlement, car nous venons directement de la rue. Nous faisons témoigner des gens de Gornje Nedeljice à l'Assemblée nationale. Notre objectif est de rendre l'exploitation minière du bore et du lithium illégale sur tout le territoire de la Serbie.* » Si le gouvernement tente de relancer la réalisation du projet Jadar sous l'« amicale pression » européenne, il se heurtera à cette opposition-là.

SAŠA DRAGOJLO & IVICA MLADENVIĆ

Respectivement politiste et journaliste d'investigation au Balkan Investigative Reporting Network, et sociologue et politiste, rédacteur en chef de l'édition serbe du *Monde diplomatique*.

(1) *The Times*, Londres, 18 juin 2021.

(2) Saša Dragojlo, « Litijumsko lobiranje : Rio Tintov projekat prevelik da bi propao? [<https://birn.rs/litijumsko-lobiranje-rio-tintov-projekat-prevelik-da-bi-propao/>] », BIRN, 25 octobre 2021.

(3) « Mediji : Palmer lobirao za interese Rio Tinta [<https://www.danas.rs/vesti/politika/mediji-palmer-lobirao-za-interese-rio-tinta/>] », Danas, 9 novembre 2021.

(4) « Merkel : Germany is interested in Serbia's lithium [<https://balkangreenenergynews.com/merkel-germany-is-interested-in-serbias-lithium/>] », Balkan Green Energy News, 14 septembre 2021.

(5) Aleksa Tešić, « Iz diplomatske depeše : “Jadar 2”, Rio Tinto planira proširenje kapaciteta [<https://birn.rs/iz-diplomatske-depese-jadar-2-rio-tinto-planira-prosirenje-kapaciteta/>] », BIRN, 9 juillet 2021.

(6) « Mineral Commodity Summaries [<https://www.usgs.gov/centers/national-minerals-information-center/mineral-commodity-summaries>] », US Geological Survey, Reston (Virginie), janvier 2022.

(7) Reuters, 5 mai 2022.

(8) Le gouvernement serbe n'a pas répondu aux questions que nous lui avons adressées sur l'avenir de ce projet.

Mot clés: [Union européenne](#) [Écologie](#) [Environnement](#) [Électronique](#) [Matières premières](#) [Serbie](#)

INFO DIPLO

Inscrivez-vous à l'**Infodiplo**, notre lettre d'information hebdomadaire.

[Changer d'email / se désinscrire](#)

... et [suivez-nous](#) sur vos réseaux sociaux...